



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

fonctionnement

Question orale n° 831

Texte de la question

M. Nicolas Dupont-Aignan attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les nombreux incidents qui se sont déroulés dernièrement dans plusieurs communes de sa circonscription. S'il se félicite de la mise en place d'une véritable police de proximité à Yerres, grâce à l'ouverture par la direction départementale de la police d'un bureau de police financé par la commune, il souhaiterait qu'une politique semblable soit développée dans les villes de sa circonscription, notamment à Brunoy et à Vigneux, ce qui suppose une augmentation des effectifs de policiers. Par ailleurs il lui demande la date de parution des décrets d'application de la loi sur les animaux dangereux.

Texte de la réponse

M. le président. M. Nicolas Dupont-Aignan a présenté une question, n° 831, ainsi rédigée:

«M. Nicolas Dupont-Aignan attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les nombreux incidents qui se sont déroulés dernièrement dans plusieurs communes de sa circonscription. S'il se félicite de la mise en place d'une véritable police de proximité à Yerres, grâce à l'ouverture par la direction départementale de la police d'un bureau de police financé par la commune, il souhaiterait qu'une politique semblable soit développée dans les villes de sa circonscription, notamment à Brunoy et à Vigneux, ce qui suppose une augmentation des effectifs de policiers.»

La parole est à M. Nicolas Dupont-Aignan, pour exposer sa question.

M. Nicolas Dupont-Aignan. Monsieur le ministre de la défense, je souhaite appeler l'attention du Gouvernement sur la situation de la délinquance en Essonne, notamment sur l'absolue nécessité de renforcer les effectifs dans ce département de la grande couronne, qui a connu une très forte augmentation de population.

Malheureusement, la croissance des effectifs n'a pas suivi celle de la population. On ne compte qu'un policier pour 900 habitants dans les deux circonscriptions de police de ma circonscription, alors que, à trois kilomètres de là, dans le Val-de-Marne, on en compte un pour 400 ou 500 habitants. Et je ne parle pas des mutations, des congés, des départs, des postes budgétaires vacants: ainsi, sur seize postes de brigadiers qui existent budgétairement, douze ne sont pas pourvus, d'où un manque d'encadrement des policiers.

M. Chevènement a déjà répondu en partie à ma demande en tenant l'engagement du gouvernement précédent d'ouvrir à Yerres un bureau de police et d'accroître les effectifs, ce qui a permis un certain rétablissement de l'ordre, même s'il n'est pas total - cela prouve donc bien que c'était nécessaire. Toutefois, alors que le contrat de ville de 1994 prévoyait l'ouverture d'un bureau de police dans le nord de Brunoy, celui n'a jamais été créé alors que cette ville est confrontée à des incidents comparables à ceux qu'a connus Yerres. La situation est identique à Vigneux, à la Croix-Blanche, où il est également impératif d'implanter un bureau de police.

Je tiens à rappeler que les circonscriptions de police de ma circonscription électorale sont très peuplées puisque Brunoy et Montgeron comptent chacune 80 000 habitants. Or, aux heures normales, la sécurité des 80 000 habitants n'est assurée que par deux voitures de police: il suffit qu'une équipe soit retenue par un accident de la circulation pour qu'il ne reste plus de disponible qu'une seule voiture avec trois agents pour se déplacer sur le lieu d'un incident !

L'ouverture d'un bureau de police à Brunoy comme à Vigneux est liée à l'augmentation des effectifs en Essonne. Or comme cette partie de l'Essonne a été un peu plus calme que les autres - et l'on ne peut que s'en réjouir -, elle n'a pas bénéficié d'un accroissement des effectifs de police depuis un certain temps, hormis un apport en adjoints de sécurité.

Ma question est très simple: le Gouvernement entend-t-il renforcer les effectifs de police de ce département très mal loti en ce domaine, et plus particulièrement ceux des commissariats de Brunoy et de Vigneux ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de la défense.

M. Alain Richard, ministre de la défense. Monsieur le député, les hasards du calendrier parlementaire, qui me font répondre à votre question en lieu et place de mon collègue et ami Jean-Pierre Chevènement, me rappellent quelques souvenirs puisque, élu moi-même de la grande couronne depuis vingt-deux ans, je retrouve, avec des noms différents, une problématique que je connais bien.

Je vous rappelle que le conseil interministériel de sécurité intérieure du 27 janvier 1999 a fait du développement de la police de proximité une priorité.

La priorité est ainsi clairement donnée à une transformation dynamique de l'organisation et des méthodes existantes, dépassant l'exercice des missions traditionnelles comme l'îlotage lui-même, pour obtenir avant tout une meilleure polyvalence et une plus grande présence des policiers sur la voie publique.

A ce titre, les commissariats de rattachement des communes de Brunoy et de Vigneux, situés à Brunoy même et à Montgeron, doivent d'ores et déjà assumer une déconcentration de leurs moyens en six structures, totalisant un effectif global de soixante-sept personnes: un officier, vingt-six gradés et gardiens de la paix, vingt-six adjoints de sécurité et quatorze policiers auxiliaires.

Parmi ces implantations, Vigneux dispose d'un bureau de police. A Brunoy, ainsi que vous l'avez souligné, une base d'îlotage est ouverte depuis le mois d'avril 1999 dans le quartier des Provinciales, et sa transformation, d'ici à la fin de l'année, en poste de police est actuellement à l'étude.

L'expérimentation plus large de police de proximité qui débute ces semaines-ci dans une soixantaine de sites a pour objectif de tester les meilleures solutions pour répartir les effectifs auprès de la population. Il y aura certainement matière, en fonction de résultats obtenus dans des villes comparables à celles de votre circonscription, à améliorer le service rendu au public dans ces communes.

D'autres possibilités d'amélioration s'offrent également dans le cadre partenarial des contrats locaux de sécurité en cours d'élaboration.

Comme vous le souhaitez, l'engagement de l'Etat en faveur de cette démarche contractuelle s'est déjà traduit par l'augmentation de l'effectif des adjoints de sécurité globalement affecté sur les circonscriptions de sécurité publique de Brunoy et de Montgeron, lequel est passé de dix à quarante-trois agents en un an. Cet effort est à associer au recrutement traditionnel ayant permis à ces deux circonscriptions de disposer au total de dix-neuf nouveaux gardiens de la paix à la faveur des sorties d'école intervenues depuis le début de 1999.

Il s'agit encore, bien entendu, de mouvements partiels mais, vous le savez, la politique du Gouvernement consiste non seulement à augmenter ces effectifs mais aussi à rationaliser leur répartition au cas par cas et de manière concertée avec les élus des départements.

Enfin, Jean-Pierre Chevènement tient à signaler que, durant les quatre premiers mois de l'année la délinquance sur la voie publique est en baisse - légère, certes - dans les deux circonscriptions en question: de 2 % dans celle de Brunoy et de 8 % dans celle de Vigneux.

Bien sûr, on ne peut pas se satisfaire de résultats qui sont encore élevés, mais la dynamique nouvelle qui est imprimée à la police de proximité semble porter ses premiers fruits.

M. le président. La parole est à M. Nicolas Dupont-Aignan.

M. Nicolas Dupont-Aignan. Cette réponse me satisfait et m'inquiète en même temps. Je me réjouis certes d'apprendre qu'on pourrait ouvrir un bureau de police avant la fin de l'année, mais M. le ministre a ajouté aussitôt après que ce dossier était toujours à l'étude. Comme il l'est depuis cinq ans, sous les divers gouvernements en place, je suis donc un peu inquiet. J'aimerais, monsieur le ministre, que vous puissiez informer M. Chevènement que les habitants ont une immense attente.

D'autre part, lorsque l'îlotage a été organisé, un appartement a été mis à disposition par l'organisme d'HLM, pour assurer un poste de vigie. Il a été totalement saccagé au bout de trois jours par les délinquants du coin. Il est donc extrêmement important d'envoyer un signal fort dans ce quartier, puisque ce sont les délinquants qui l'ont emporté dans ce premier test de rapport de forces.

M. le ministre de la défense. J'en ai pris bonne note.

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Dupont-Aignan](#)

Circonscription : Essonne (8^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question orale

Numéro de la question : 831

Rubrique : Police

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 mai 1999, page 3018

Réponse publiée le : 26 mai 1999, page 4797

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 mai 1999